

INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES ET REGIONALES
PARLEMENT WALLON

[C - 2003/18001]

Commission de contrôle des communications gouvernementales des membres du Gouvernement wallon
Règlement d'ordre intérieur (1)TITRE 1^{er}. — *Des définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent Règlement d'ordre intérieur, on entend par :

— décret : le décret du 25 avril 2002 instituant le contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon

— commission : la commission de contrôle des communications gouvernementales des membres du Gouvernement wallon

— règlement : le Règlement d'ordre intérieur du Parlement wallon, en particulier son article 63bis

TITRE 2. — *De la commission*

Art. 2. La commission se compose de douze membres effectifs, dont le président du Parlement wallon, désignés par le Parlement wallon en son sein, sur proposition des groupes politiques reconnus, suivant la règle de la représentation proportionnelle.

A chaque membre effectif est associé un membre suppléant, désigné selon les mêmes règles.

En cas de force majeure, un membre effectif peut être remplacé par un autre membre du même groupe, à condition que le président du groupe concerné en informe par écrit le président de la commission, avant le début de la réunion de la commission.

Art. 3. La commission est présidée par le président du Parlement wallon.

La commission nomme, en son sein, un vice-président.

TITRE 3. — *Du fonctionnement*

Art. 4. Le président convoque la commission. La convocation contient une proposition d'ordre du jour, qui est soumise à l'approbation de la commission.

Le président convoque également la commission dans les quinze jours, à la demande écrite d'un quart des membres de la commission. La demande comprend un projet d'ordre du jour.

Art. 5. La commission se réunit à huis clos sauf décision contraire prise par la commission.

La commission se réunit valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Un membre suppléant ne dispose d'une voix délibérative qu'en cas d'absence du membre effectif qu'il remplace.

Art. 6. Sauf décision contraire de la commission, les groupes politiques représentés dans la commission peuvent se faire assister par un technicien qui assiste aux réunions de la commission.

Art. 7. Le secrétariat de la commission est assuré par le greffier du Parlement wallon. Il est assisté ou représenté par un fonctionnaire du Parlement wallon, qu'il désigne.

Art. 8. Il est établi un procès-verbal pour chaque réunion de la commission. Le procès-verbal est transmis aux membres de la commission qui l'approuvent lors de la réunion suivante.

TITRE 4. — *De la compétence d'avis*

Art. 9. Le Gouvernement wallon ou un ou plusieurs de ses membres qui souhaite lancer une communication visée par le décret, dépose, préalablement à la diffusion, la note de synthèse prévue par le décret auprès du secrétariat de la commission, conformément au formulaire joint en annexe au présent Règlement d'ordre intérieur.

Le secrétariat adresse, sans délai, un accusé de réception au membre du Gouvernement wallon concerné.

Le délai visé à l'article 3, § 2 du décret débute à la date de l'accusé de réception.

Art. 10. Les membres de la commission ne peuvent en aucun cas divulguer le contenu de leur délibération et des notes de synthèse dont la commission est saisie.

Le membre qui viole cette obligation de confidentialité perd immédiatement sa qualité de commissaire.

La violation de cette obligation est constatée par la commission, après avoir entendu le membre concerné.

L'intéressé ne peut être présent à la délibération le concernant.

Le membre sanctionné est remplacé par un membre du même groupe politique, conformément à l'article 2.

Art. 11. Le président de la commission instruit les notes de synthèse. En cas d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président.

Sous réserve de l'application de l'article 12, le président adresse aux membres de la commission les notes de synthèse, accompagnées de son avis quant à l'opportunité d'en saisir la commission.

Art. 12. La commission peut déléguer au président la compétence de rendre un avis favorable aux demandes. A cette fin, la commission établit un vade-mecum à l'attention des membres du Gouvernement wallon, reprenant sa jurisprudence en matière de contrôle.

Dans les trois jours ouvrables de l'envoi aux membres par le Président de la note de synthèse et de son avis favorable, les membres de la commission disposent d'un droit d'évocation.

Dans ce cas, le président réunit la commission à la demande d'un membre.

A l'expiration du délai d'évocation, le Président informe le ministre concerné de son avis.

Art. 13. A sa demande, le ministre concerné est entendu préalablement à tout avis de la commission.

La commission peut également décider de l'entendre.

Art. 14. L'avis de la commission est réputé favorable pour autant qu'il recueille la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage, l'avis est réputé défavorable.

Art. 15. La commission peut conditionner son avis favorable au respect d'une modification d'un élément de la note de synthèse.

La commission peut aussi demander des informations complémentaires au ministre concerné qui doit répondre dans les meilleurs délais. Le délai prévu à l'article 3, § 2, du décret est alors prolongé de quinze jours.

Art. 16. Dans tous les cas, le président informe sans délai le ministre concerné de l'avis de la commission.

Art. 17. Le ministre adresse à la commission un exemplaire de la communication.

TITRE 5. — *Des sanctions*

Art. 18. Le président convoque la commission dans le mois qui suit la saisine.

Lorsque la commission se prononce en application de l'article 3, § 4 du décret, elle entend préalablement le ministre concerné, soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres de la commission.

Dans les sept jours qui suivent la décision de la commission, le président en donne connaissance au ministre concerné.

(1) Approuvé par la commission de contrôle le 19 novembre 2002.

GEMEINSCHAFTS UND REGIONAL EINRICHTUNGEN WALLONISCHEN PARLEMENTS

[C – 2003/18001]

Ausschuss zur Kontrolle der regierungsamtlichen Öffentlichkeitsarbeit der Mitglieder der Wallonischen Regierung. — Geschäftsordnung (1)

ABSCHNITT 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne der vorliegenden Geschäftsordnung bezeichnet

— Dekret: das Dekret vom 25. April 2002, das die Öffentlichkeitsarbeit von Mitgliedern der Wallonischen Regierung einer Kontrolle unterstellt

— Ausschuss: den Ausschuss zur Kontrolle der regierungsamtlichen Öffentlichkeitsarbeit der Mitglieder der Wallonischen Regierung

— Geschäftsordnung: die Geschäftsordnung des Wallonischen Parlaments, speziell deren Artikel 63 bis

ABSCHNITT 2 — *Ausschuss*

Art. 2 - Der Ausschuss setzt sich aus zwölf ordentlichen Mitgliedern – darunter der Präsident des Wallonischen Parlaments – zusammen, die ihrerseits vom Wallonischen Parlament auf Vorschlag anerkannter politischer Gruppen nach dem Prinzip der proportionalen Vertretung benannt werden.

Jedem ordentlichen Mitglied ist ein Ersatzmitglied beigeordnet, das nach denselben Prinzip benannt wird.

Bei Eintreten eines Umstandes höherer Gewalt kann ein ordentliches Mitglied durch ein anderes Mitglied aus derselben Gruppe ersetzt werden. Voraussetzung hierfür ist, dass der Präsident der betreffenden Gruppe dies dem Vorsitzenden des Ausschusses vor Beginn der Ausschusssitzung mitteilt.

Art. 3 - Den Vorsitz des Ausschusses führt der Präsident des Wallonischen Parlaments.

Der Ausschuss ernennt seinerseits einen stellvertretenden Vorsitzenden.

ABSCHNITT 3 — *Funktion*

Art. 4 - Der Ausschuss wird von seinem Vorsitzenden einberufen. Die Einberufung hat einen Tagesordnungsentwurf zu enthalten, der dem Ausschuss zur Billigung vorgelegt wird.

Auf schriftlichen Antrag eines Viertels der Ausschussmitglieder hat der Vorsitzende den Ausschuss innerhalb von fünfzehn Tagen einzuberufen. Der Antrag muss einen Tagesordnungsentwurf enthalten.

Art. 5 - Der Ausschuss tritt, sofern er nichts anderes beschließt, in nichtöffentlicher Sitzung zusammen.

Der Ausschuss ist unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder beschlussfähig.

Ein Ersatzmitglied hat nur beratende Stimme, außer bei Fehlen des Mitglieds, das er vertritt.

Art. 6 - Sofern der Ausschuss nichts anderes beschließt, können die im Ausschuss vertretenen politischen Gruppen zur Unterstützung einen Techniker hinzuziehen, der den Ausschusssitzungen beiwohnt.

Art. 7 - Das Sekretariat des Ausschusses wird vom Schriftführer des Wallonischen Parlaments geführt. Er wird von einem Funktionsträger des Wallonischen Parlaments, den er selbst benennt, unterstützt bzw. vertreten.

Art. 8 - Über jede Sitzung des Ausschusses wird Protokoll geführt. Das Protokoll wird dem Ausschussmitgliedern auf der jeweils folgenden Sitzung zur Abstimmung vorgelegt.

ABSCHNITT 4 – *Beurteilungsbefugnis*

Art. 9 - Die Wallonische Regierung oder eines oder mehrere ihrer Mitglieder, die eine Maßnahme der Öffentlichkeitsarbeit im Sinne des Dekrets vorzunehmen beabsichtigen, reichen zuvor die im Dekret vorgesehene Zusammenfassung beim Sekretariat des Ausschusses ein, und zwar entsprechend dem Vordruck, der der vorliegenden Geschäftsordnung als Anhang beigefügt ist.

Das Sekretariat leitet dem betreffenden Mitglied der Wallonischen Regierung unverzüglich eine Empfangsbestätigung zu.

Die in Artikel 3, § 8 des Dekrets vorgesehene Frist läuft ab dem Datum dieser Empfangsbestätigung.

Art. 10 - Die Ausschussmitglieder haben über den Inhalt ihrer Beratungen sowie der von dem Ausschuss bearbeiteten Zusammenfassungen absolutes Stillschweigen zu wahren.

Ein Mitglied, das gegen dieses Vertraulichkeitsgebot verstößt, verliert mit sofortiger Wirkung seine Ausschussmitgliedschaft.

Das Vorliegen eines Verstoßes gegen dieses Gebot wird von dem Ausschuss nach Anhörung des betreffenden Mitglieds festgestellt.

Der Betreffende darf bei den Beratungen über seinen Fall selbst nicht zugegen sein.

Ein sanktioniertes Mitglied wird gemäß Artikel 2 durch einen Angehörigen derselben politischen Gruppe ersetzt.

Art. 11 - Der Vorsitzende des Ausschusses prüft die Zusammenfassungen. Bei Abwesenheit wird er von dem stellvertretenden Vorsitzenden vertreten.

Vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 12 legt der Vorsitzende den Mitgliedern des Ausschusses die Zusammenfassungen vor, denen jeweils seine Stellungnahme hinsichtlich der Zweckmäßigkeit einer Prüfung durch den Ausschuss beigefügt ist.

Art. 12 - Der Ausschuss kann seine Befugnis, Anträge befürwortend zu beurteilen, an den Vorsitzenden delegieren. Zu diesem Zweck erstellt der Ausschuss für die Mitglieder der Wallonischen Regierung ein Kompendium seiner bisherigen aufsichtsbehördlichen Entscheidungen als Leitfaden.

Innerhalb von drei Werktagen, nachdem der Vorsitzende den Mitgliedern eine Zusammenfassung mit seiner positiven Stellungnahme zugeleitet hat, können die Ausschussmitglieder von ihrem Evokationsrecht Gebrauch machen.

In diesem Fall wird der Ausschuss auf Antrag eines Mitglieds vom Vorsitzenden einberufen.

Nach Ablauf der Evokationsfrist teilt der Vorsitzende dem betreffenden Minister seine Stellungnahme mit.

Art. 13 - Der betroffene Minister ist auf Wunsch anzuhören, bevor der Ausschuss seine Stellungnahme formuliert.

Der Ausschuss kann auch von sich aus eine Anhörung des Betreffenden beschließen.

Art. 14 - Die Stellungnahme des Ausschusses gilt als positiv, wenn die Mehrheit der Mitglieder für sie gestimmt hat. Bei Stimmgleichheit gilt die Stellungnahme als ablehnend.

Art. 15 - Der Ausschuss kann seine befürwortende Stellungnahme von Änderungen bestimmter Teile der Zusammenfassung abhängig machen.

Der Ausschuss kann auch von dem betreffenden Minister ergänzende Informationen verlangen. Dieser hat hierauf schnellstmöglich einzugehen. Die in Artikel 3 § 2 des Dekrets vorgesehene Frist wird dabei um 15 Tage verlängert.

Art. 16 - In jedem Fall informiert der Vorsitzende den betroffenen Minister unverzüglich über die Stellungnahme des Ausschusses.

Art. 17 - Der Minister reicht dem Ausschuss ein Exemplar der Veröffentlichung ein.

ABSCHNITT 5 — Sanktionen

Art. 18 - Der Vorsitzende beruft den Ausschuss innerhalb eines Monats nach Anrufung ein.

Bevor der Ausschuss ein Urteil gemäß Artikel 3, § 4 des Dekrets fällt, hört er zunächst den betreffenden Minister an, und zwar entweder auf eigene Initiative oder auf dessen Verlangen.

Entscheidungen werden mit einfacher Mehrheit der Ausschussmitglieder getroffen.

Nach Entscheidung des Ausschusses teilt der Vorsitzende diese innerhalb von sieben Tagen dem betreffenden Minister mit.

(1) Gutgehiessen durch den Ausschuss zur Kontrolle am 19. November 2002.

GEMEENSCHAPPELIJKE EN GEWESTELIJKE INSTELLINGEN WAALS PARLEMENT

[C – 2003/18001]

Controlecommissie voor regeringsmededelingen van de leden van de Waalse Regering Huishoudelijk Reglement (1)

TITEL 1. — Definities

Artikel 1. Voor onderhavig Huishoudelijk Reglement wordt bedoeld met :

— decreet: het decreet van 25 april 2002 tot instelling van de controle op de mededelingen van de leden van de Waalse Regering

— commissie: de controlecommissie voor regeringsmededelingen van de leden van de Waalse Regering

— reglement: het Huishoudelijk Reglement van het Waals Parlement en meer bepaald artikel 63bis daarvan

TITEL 2. — De commissie

Art. 2. De commissie bestaat uit twaalf effectieve leden, onder wie de voorzitter van het Waals Parlement, door het Waals Parlement onder zijn leden aangeduid op voorstel van de erkende politieke groepen en volgens de regel van de evenredige vertegenwoordiging.

Aan ieder effectief lid wordt een waarnemend lid gekoppeld, aangeduid volgens dezelfde regels.

In gevallen van overmacht mag een effectief lid vervangen worden door een ander lid van dezelfde groep, mits de voorzitter van de betrokken groep de voorzitter van de commissie daarvan schriftelijk op de hoogte brengt voor de aanvang van de commissievergadering.

Art. 3. De commissie wordt voorgezeten door de voorzitter van het Waals Parlement.

De commissie kiest onder haar leden een ondervoorzitter.

TITEL 3. — *Werking*

Art. 4. De voorzitter roept de commissie bijeen. De oproeping bevat een voorstel van dagorde, dat aan de goedkeuring van de commissie wordt voorgelegd.

De voorzitter roept de commissie eveneens binnen de vijftien dagen bijeen op schriftelijk verzoek van een vierde van de commissieleden. Het verzoek omvat een ontwerp van dagorde.

Art. 5. De commissie vergadert achter gesloten deuren tenzij de commissie er anders over beslist.

De commissie vergadert geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Een waarnemend lid heeft alleen stemrecht bij afwezigheid van een effectief lid dat hij vervangt.

Art. 6. Tenzij de commissie er anders over beslist mogen de in de commissie vertegenwoordigde politieke groepen zich laten bijstaan door een deskundige die de vergaderingen van de commissie bijwoont.

Art. 7. Het secretariaat van de commissie wordt verzekerd door de griffier van het Waals Parlement. Hij wordt bijgestaan of vertegenwoordigd door een door hem aangeduide ambtenaar van het Waals Parlement.

Art. 8. Voor elke vergadering van de commissie wordt een proces-verbaal opgesteld. Het proces-verbaal wordt bezorgd aan de commissieleden, die het bij de volgende vergadering goedkeuren.

TITEL 4. — *Adviesbevoegdheid*

Art. 9. Indien de Waalse Regering of één of meer leden daarvan een door het decreet beoogde mededeling willen doen, leggen zij voorafgaand aan de verspreiding ervan de door het decreet voorziene synthesesnota neer op het secretariaat van de commissie, conform het formulier dat als bijlage bij dit Huishoudelijk Reglement is gevoegd.

Het secretariaat stuurt het betrokken lid van de Waalse Regering zonder verwijl een ontvangstbewijs.

De termijn bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet vangt aan op de datum van het ontvangstbewijs.

Art. 10. De commissieleden mogen in geen geval de inhoud van hun beraadslaging en van de synthesesnota's die de commissie ontvangt bekendmaken.

Een lid dat zich niet aan deze vertrouwelijkheidsverplichting houdt, verliest onmiddellijk zijn hoedanigheid van commissielid.

Het niet nakomen van deze verplichting wordt door de commissie vastgesteld na het betrokken lid te hebben gehoord.

De betrokkene mag niet aanwezig zijn bij de beraadslaging die op hem betrekking heeft.

Het gesanctioneerde lid wordt overeenkomstig artikel 2 vervangen door een lid van dezelfde politieke groep.

Art. 11. De voorzitter van de commissie onderzoekt de synthesesnota's. Bij verhindering van de voorzitter wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

Onder voorbehoud van toepassing van artikel 12 stuurt de voorzitter de synthesesnota's naar de commissieleden, samen met zijn mening over de vraag of ze voor de commissie gebracht moeten worden.

Art. 12. De commissie kan aan haar voorzitter de bevoegdheid delegeren om een gunstig advies te verlenen over de aanvragen. Daartoe stelt de commissie ter attentie van de leden van de Waalse Regering een vademecum op met haar jurisprudentie inzake controle.

Binnen de drie werkdagen nadat de voorzitter de synthesesnota en zijn gunstig advies naar de leden heeft gestuurd, beschikken de commissieleden over een evocatierecht.

In dat geval roept de voorzitter de commissie bijeen op verzoek van een lid.

Is de evocatietermijn verstreken, dan brengt de voorzitter de betrokken minister op de hoogte van zijn advies.

Art. 13. Op zijn verzoek wordt de betrokken minister voorafgaand aan elk advies van de commissie gehoord.

De commissie kan ook zelf beslissen de minister te horen.

Art. 14. Het advies van de commissie wordt als gunstig beschouwd indien het de meerderheid van de uitgebrachte stemmen behaalt. Bij staking van stemmen wordt het advies als ongunstig beschouwd.

Art. 15. De commissie kan haar gunstig advies afhankelijk maken van het in acht nemen van een wijziging aan een element in de synthesesnota.

Ook kan de commissie bijkomende informatie vragen aan de betrokken minister, die daarop zo spoedig mogelijk moet antwoorden. De in artikel 3, § 2, van het decreet voorziene termijn wordt dan verlengd met vijftien dagen.

Art. 16. In alle gevallen brengt de voorzitter de betrokken minister onverwijld op de hoogte van het advies van de commissie.

Art. 17. De minister bezorgt de commissie een exemplaar van de mededeling.

TITEL 5. — *Sancties*

Art. 18. De voorzitter roept de commissie bijeen binnen de maand na het aanhangig maken.

Wanneer de commissie zich uitsprekt in toepassing van artikel 3, § 4, van het decreet, hoort zij vooraf de betrokken minister, hetzij op eigen initiatief, hetzij op diens verzoek.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de commissieleden.

Binnen de zeven dagen na de beslissing van de commissie brengt de voorzitter de betrokken minister daarvan op de hoogte.

(1) Goedgekeurd door de Controlecommissie op 19 november 2002.